

Les illusions perdues de la classe moyenne

TÉMOIGNAGES La définition du «groupe à revenus moyens» en Suisse englobe des réalités très différentes. Le niveau de revenu ne traduit pas non plus les dépenses croissantes, à l'origine pour certains d'une réduction du train de vie démoralisante

JULIE EIGENMANN

«Je n'ai vraiment pas une vie extravagante. Pourtant, j'ai l'impression d'avoir un portefeuille avec un trou dedans.» Marjorie*, 45 ans, Franco-Suisse, habite en périphérie de la ville de Zurich depuis plus de quinze ans. Mère célibataire de deux enfants, active dans le domaine de la communication, elle gagne 6900 francs brut, plus un treizième mois, à 70%. Sur le papier, un salaire tout à fait correct. Et pourtant.

Marjorie fait partie de la classe moyenne, comme 57,6% de la population suisse en 2022, d'après les derniers chiffres disponibles. Une catégorie qui, selon l'Office fédéral de la statistique, comprend toutes les personnes vivant dans un ménage qui dispose d'un revenu brut équivalent compris entre 70 et 150% du revenu brut équivalent médian de l'année d'observation (5895 francs en 2022). Ainsi, pour une personne vivant seule, pour l'année 2022, le seuil inférieur se situe à 4126 francs brut par mois, et le seuil supérieur à 8842 francs brut. Pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans, le seuil inférieur se situe à 8666 francs, le supérieur à 18 569. Point à la ligne.

Intervention dentaire ou voyage

La définition est à l'évidence très large. Pertinente pour donner une idée d'une classe moyenne définie en fonction du revenu, estime Isabel Martinez, économiste pour le KOF Swiss Economic Institute de l'EPFZ. Mais trop large, selon un économiste, un sociologue et un historien que nous avons interrogés (lire ci-contre) et pour qui elle désigne

des profils aux réalités tout à fait différentes, qui peuvent se trouver au seuil de la pauvreté ou bien d'avantage à l'abri des aléas de la vie.

Mais la classe moyenne supérieure comme inférieure peut vivre, avec des degrés d'inquiétude divers, un sentiment de déclassement. «Je me sens encore privilégiée par rapport à d'autres et j'ai un peu d'aide pour payer les assurances maladie, relativise Marjorie. Mais je varie entre colère, frustration, sentiment d'injustice et une certaine lassitude: pendant des années, je me suis dit que je n'avais pas à me plaindre parce que je suis nourrie, logée et en bonne santé. Mais plus le temps passe, plus je me rends compte que rien ne s'améliore au niveau financier. L'an prochain, j'aimerais faire un beau voyage avec mes enfants mais j'ai une intervention dentaire à planifier. Je dois choisir où je mets cet argent.»

Hors dépenses particulières, dans le quotidien aussi, l'inflation se fait sentir ces dernières années, dans les courses alimentaires en particulier, déplore Marjorie. De quoi remettre en question certaines habitudes. «Le muesli bio au supermarché que mes enfants préfèrent par exemple, il est passé de 3,50 francs à 5,50 francs. C'est tangible.»

Le poids du loyer

C'est que cette définition de la classe moyenne ne prend pas en compte l'évolution des dépenses. Parmi celles qui sont souvent pointées du doigt en Suisse, le logement. Comme le relève un rapport du Conseil fédéral de février 2025 sur l'évolution des loyers et la pénurie de logements en Suisse, depuis 2000, l'indice des loyers de l'OFS a

connu une forte croissance, tandis que l'indice des salaires réels a augmenté plus modérément. Surtout, cet écart s'est encore creusé depuis l'année 2020.

Le loyer: la dépense, pour Marjorie comme pour d'autres, qui est la plus douloureuse. «2800 francs par mois que je dois payer seule, ça représente un gros tiers de mon budget mensuel. Mais je ne peux pas déménager avec la situation actuelle tendue à Zurich. J'ai passé pas mal de temps à étudier mon budget, à regarder où je pouvais couper, mais la plupart des postes de dépenses sont incompressibles.»

Pour gagner plus, Marjorie a augmenté son taux de travail. «Mais je suis davantage imposée donc je dois jongler aussi avec cette réalité-là. Alors que des connaissances ont un capital énorme mais paient beaucoup moins d'impôts parce que la fortune est moins imposée que le

revenu, s'agace-t-elle. Je reçois aussi heureusement une pension alimentaire de 2000 francs de mon ex-mari, mais ça m'est compté comme revenu imposable. C'est humiliant.»

«Je suis davantage imposée, donc je dois jongler aussi avec cette réalité-là»

MARJORIE*

Et derrière ce qui semble être un confortable revenu se cache parfois une réalité complexe. Ainsi, Sonia*, 45 ans elle aussi, travaille dans le domaine bancaire à Genève et gagne

près de 10 000 francs brut mensuels à 100%. Une somme qui apparaît de prime abord comme au-delà de la classe moyenne. Mais c'est compter sans le fait que son mari n'a pas eu de revenu pendant une période et gagne actuellement moins de 3000 francs brut par mois. Le couple a aussi deux enfants. «Faire les courses nous coûte aujourd'hui le double d'il y a environ dix ans: il y a l'inflation mais aussi le fait que nos enfants sont désormais grands et ont des besoins d'adultes en nourriture, en vêtements. Il y a aussi les primes d'assurance qui augmentent chaque année. Je paie 500 francs pour ma fille qui est adulte mais encore étudiante. Mais évidemment mon salaire est trop haut pour prétendre à des aides.»

La quadragénaire a observé un tournant au moment du covid. «Avant, au restaurant, le menu du jour était encore parfois à moins de

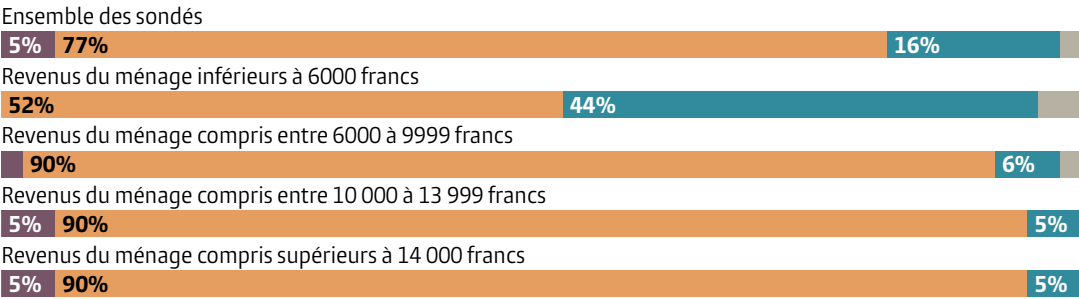
20 francs, ce n'est plus jamais le cas. Si on y va aujourd'hui, c'est avec l'application de rabais The Fork. Maintenant, je regarde beaucoup à la dépense, souvent il reste 0 franc et il faut encore tenir un mois. Pour les vêtements et les chaussures, nous achetons désormais le strict minimum. Nous avons renoncé pendant six mois à la voiture, mais mon mari en a vraiment eu besoin de nouveau avec le travail. Et le train est cher, il faut tout le temps trouver des combinaisons avec des billets réduits pour pouvoir partir quelque part.» Aujourd'hui, les salaires servent surtout à couvrir les dépenses quotidiennes et à rembourser les dettes accumulées les années précédentes lors de périodes plus difficiles, confie encore Sonia.

Il faut dire aussi qu'à l'origine du sentiment de dégradation il y a aussi le manque de perspectives d'amélioration. «Après des décennies de

LA CLASSE MOYENNE, UN RESENTI FACE AUX STATISTIQUES

■ Classe supérieure (sondage), revenus élevés (OFS) ■ Classe moyenne (sondage), revenus moyens (OFS) ■ Classe inférieure (sondage), faibles revenus (OFS) ■ Ne sait pas, ne se prononce pas

Sondage M.I.S Trend pour Le Temps: à quelle classe considérez-vous que votre ménage appartient?



Données de l'OFS: parts des groupes de revenus dans la population totale, en 2022



L'OFS définit les revenus élevés comme supérieurs à 150% de la médiane, les revenus moyens comme compris entre 150 et 70% de la médiane, et les faibles revenus comme inférieurs à 70% de la médiane. Les marges d'erreurs pour ces trois catégories sont respectivement de 1,3, 1,9 et 1,7. | Source: M.I.S Trend, OFS

UNE PEUR DU DÉCLASSEMENT MAJORITAIRE

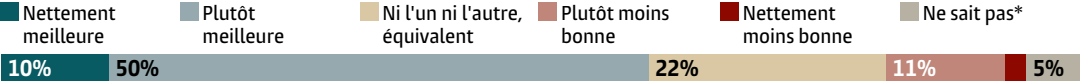
Comment a évolué le pouvoir d'achat de votre foyer depuis la pandémie de Covid-19?



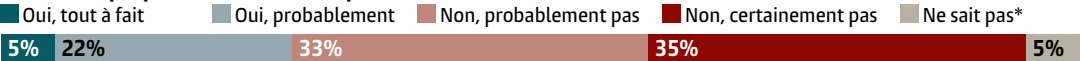
Pensez-vous que la situation économique de la classe moyenne en Suisse va plutôt s'améliorer ou plutôt se détériorer dans les cinq prochaines années?



En comparaison avec les pays voisins, pensez-vous que la situation économique de la classe moyenne suisse est de manière générale meilleure ou moins bonne?



Que vous souhaitiez le devenir ou non, pensez-vous que vous seriez financièrement en mesure de devenir propriétaire dans les 10 prochaines années?



* ou ne se prononce pas
Graphiques: Antoine Willemin, Le Temps | Source: M.I.S Trend





(SYLVIE SERPIX POUR LE TEMPS)

croissance économique ininterrompue, les crises répétées depuis les années 1970 peuvent donner une impression de déclin, alors même que la croissance continue», souligne Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire à l'Université de Zurich.

«Les crises répétées depuis les années 1970 peuvent donner une impression de déclin, alors même que la croissance continue»

MATTHIEU LEIMGRUBER, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE ZÜRICH

L'avenir? Marjorie tente de ne pas trop y penser. «J'espère un jour pouvoir intégrer une coopérative d'habitation, ce qui me permettrait d'épargner un peu. C'est très rarement possible aujourd'hui. Et j'ai vraiment peur du déclassement à la retraite, d'autant que je suis arrivée plutôt tard dans le système suisse.» Pour Sonia, le rêve de toujours est de pouvoir acheter une petite maison mitoyenne à Genève, d'avoir un petit jardin. «Mais tout est juste-juste, nous n'avons pas pu mettre de côté, alors que j'ai 45 ans.»

La Suisse est un pays de locataires dans lequel on valorise le fait de devenir propriétaire, commente Matthieu Leimgruber, «la déception peut donc être grande». Du décalage entre les attentes et la réalité naît la

frustration, note-t-il encore. «Le monde qui change vite et les inquiétudes par rapport à l'avenir favorisent la crainte du déclassement.» En témoignent d'ailleurs les résultats d'un sondage de M.I.S Trend réalisé pour *Le Temps*, qui montre que 72% des interrogés craignent une détérioration de la situation économique pour la classe moyenne en Suisse ces prochaines années.

Le logement est devenu toujours plus cher et cela crée une forme de biais sur le reste des dépenses, argue pour sa part l'économiste Isabel Martinez, qui rappelle aussi que les réalités des villes et des campagnes sont très différentes. «Mais on ne se rend pas compte de ce qui est aujourd'hui moins cher qu'il y a des années: On peut davantage voyager, la télévision que beaucoup peuvent s'offrir est un home cinéma qui n'a rien à voir avec le petit écran d'hier... globalement, le revenu disponible par personne a augmenté», insiste-t-elle.

La tendance est à la polarisation des revenus et des fortunes, encore plus exacerbée dans d'autres pays que le nôtre. Dans ce contexte, les discours politico-économiques sur la méritocratie, amplifiés sur les réseaux sociaux, jouent un rôle dans le sentiment de déclassement, estime Giovanni Ferro-Luzzi, professeur d'économie à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève: «Comme le dit le philosophe politique américain Michael J. Sandel dans *La Tyrannie du mérite*, ces discours peuvent ajouter une forme d'insulte à la punition pour celles et ceux qui travaillent mais ont des moyens très limités. Et à qui l'on dit, en quelque sorte, que c'est de leur faute.» ■

* Prénoms d'emprunt.

Une définition large, des réalités différentes

CRITÈRES Selon l'OFS, la part de la classe moyenne reste relativement stable depuis 2000, mais la peur d'un déclassement est bien présente, montre un sondage réalisé pour «Le Temps». Un paradoxe qui s'explique par une définition très large de cette population

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND ET J. E.

Tout le monde situe à peu près ce qu'est la classe moyenne. A priori une population ni particulièrement riche, ni particulièrement pauvre, mais majoritaire. Un concept régulièrement employé dans les discours politiques, mais que l'on peine à définir précisément. La définition qu'en donne l'Office fédéral de la statistique (OFS) se base sur le revenu et est relativement simple: la classe moyenne, ce sont les ménages dont les revenus se situent entre 70% et 150% du revenu brut équivalent médian.

Une fourchette plutôt large puisque l'on parle de revenu allant du simple au double, de 4126 à 8842 francs pour un ménage d'une personne seule (de 8666 à 18 569 francs pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans). Elle englobait donc en 2022 (dernier chiffre disponible auprès de l'OFS), 56,7% de la population. Une proportion relativement stable depuis le début du millénaire. Pourquoi malgré cette stabilité, la peur d'un déclassement revient-elle régulièrement sur le devant de la scène des débats publics? Quelques réponses en chiffres.

Impôts, logement et primes maladie

Le 17 novembre, l'OFS publiait les statistiques sur le revenu disponible mensuel moyen pour 2023, soit la somme restante après les dépenses dites obligatoires (impôts, primes d'assurance maladie et cotisations aux assurances sociales). Une somme qui s'élevait à 7186 francs par mois, les dépenses obligatoires représentant 30,5% du revenu brut. Avec une nuance importante: pour 61% des ménages, le revenu disponible était inférieur à cette moyenne.

Les précédentes enquêtes sur le budget des ménages permettent d'avoir une vision plus fine de certains éléments avec des détails par quintile (division de la population totale en tranche de 20%). Une comparaison entre la période 2006-2008 et la période 2020-2021 montre une progres-

sion globale des revenus, les impôts arrivant en tête des dépenses contraintes.

Dans le sondage réalisé par MIS Trend pour *Le Temps*, une majorité des personnes interrogées estiment que leur pouvoir d'achat a stagné ou s'est légèrement détérioré depuis la pandémie. Hors dépenses dites obligatoires, la part du budget allouée au logement et à l'énergie arrive en tête. Ces données mettent en évidence une progression des charges liées aux primes d'assurance maladie. Plus surprenant, la comparaison entre les périodes 2006-2008 et 2020-2021 montre une progression de l'épargne dans ces deux tranches de revenu. La tendance est cependant inverse pour les revenus les plus bas (premier quintile).

«La classe moyenne est un mot fourre-tout»

GIOVANNI FERRO-LUZZI, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE ET À LA HAUTE ECOLE DE GESTION DE LA HES-SO GENÈVE

Il faut néanmoins souligner que les données les plus récentes correspondent à la période de la pandémie, marquée par une réduction des dépenses. La tendance se vérifie cependant les années précédentes. Autre limite, si ces données apportent plus de précision en termes de niveau de revenu, elles ne distinguent pas les différentes compositions des ménages.

La notion de dépenses obligatoires peut poser question. Certaines dépenses de consommation sont aujourd'hui difficilement compressibles pour les ménages. Au-delà du logement, difficile pour un actif de ne pas prévoir dans son budget un abonnement de téléphonie mobile ou à internet.

Pour cerner les problématiques de la classe moyenne, des nuances concernant le canton et le lieu de résidence ont également leur importance, notamment pour le logement ou les primes d'assurance maladie. «Les subsides dépendent des cantons, mais avec les effets de seuils certains n'ont pas accès aux aides mais voient tout de même les assurances augmenter», souligne Giovanni Ferro-Luzzi, professeur d'économie à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève.

Une vague d'inquiétude généralisée

DONNÉES Identification à la classe moyenne, dépenses et perspectives: un sondage de MIS Trend réalisé pour «Le Temps» montre que 72% des interrogés craignent une détérioration de la situation économique pour la classe moyenne en Suisse ces prochaines années

Vous-même, à quelle classe considérez-vous que votre ménage appartient? C'est l'une des questions que l'institut de sondage MIS Trend, réalisé pour *Le Temps*, a posé en novembre à plus de 2800 personnes en Suisse pour mieux comprendre les préoccupations de la population liées à sa situation économique, dans le cadre d'une série d'articles autour de la classe moyenne.

Résultat: 77% des répondants s'y identifient. Or, si la majorité de la population appartient en effet à cette catégorie de population en Suisse, ce n'est pas le cas dans de telles proportions: selon la définition de l'Office fédéral de la statistique (OFS), le taux est de 57,6% en 2022, d'après les derniers chiffres disponibles. Une différence de 20%, donc.

Un certain flou

Cet écart illustre bien le flou autour de ce concept de classe moyenne qui, selon l'Office fédéral de la statistique, comprend toutes les personnes vivant dans un ménage qui dispose d'un revenu brut équivalent compris entre 70 et 150% du revenu brut équivalent médian de l'année d'obser-

Une limite géographique également valable pour les loyers. Ceux-ci ont connu une augmentation générale à l'échelle du pays, mais entre 2000 et 2023, là où le loyer moyen a progressé de 46,7% en Valais, il n'a augmenté «que» de 28,1% dans le Jura.

Autant de limites qui alimentent le débat sur la pertinence d'une définition de la classe moyenne par le revenu. «Il peut s'agir de rentiers, d'étudiants, de travailleurs du privé, du public, de personnes qui ont acheté une maison dans les années 1990, ou d'un jeune couple qui au contraire loue un appartement, liste Giovanni Ferro-Luzzi. La classe moyenne est un mot fourre-tout qui recouvre beaucoup de réalités différentes, alors que la classe moyenne inférieure peut très vite être touchée par la précarité.»

Il mentionne le risque de pauvreté, lui fixé au niveau de l'Union européenne à 60% de la médiane du revenu disponible équivalent. En 2023, le seuil se montait à 2599 francs par mois pour un ménage d'une personne seule. Au total, 16,1% de la population est concernée (8,3% pour les actifs occupés), la proportion la plus élevée depuis 2007, soit 1,4 million de personnes en Suisse.

Daniel Oesch, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne, est encore plus sévère à l'encontre de cette définition de la classe moyenne: «Elle désigne des revenus qui vont du simple au double, et on homogénéise donc des situations économiques très différentes, ce qui n'a pas de sens.»

Il y a eu un glissement au niveau des termes, poursuit le sociologue: «On parlait auparavant de classe ouvrière pour désigner un segment populaire de la population, mais les rangs ouvriers se réduisant constamment depuis plusieurs décennies, le discours s'est déplacé sur la classe moyenne. Alors que la classe moyenne supérieure peut avoir un peu d'économies, parfois être propriétaire de son logement, la réalité de la classe moyenne inférieure est très différente: elle n'est pas à l'abri financièrement en cas d'accident de vie, par exemple.» Manquent donc des catégories intermédiaires, estime-t-il, comme établis dans d'autres pays.

Ces éléments montrent que parler d'une classe moyenne comme d'un tout homogène n'a pas vraiment de sens, et requiert a minima de s'appuyer sur des analyses plus fines pour distinguer les problématiques de plus en plus exprimées par certains groupes de la population. ■

resté stable. Mais 21% jugent qu'il s'est un peu détérioré, 16% qu'il a un peu augmenté, 9% qu'il s'est beaucoup détérioré et enfin 3% qu'il a beaucoup augmenté: le panel est plutôt fragmenté. La situation de la classe moyenne suisse est cependant vue par ceux qui s'y identifient comme plutôt meilleure que celle des pays voisins (à 51%), ou équivalente (à 22%).

Mais alors que la Suisse se targue souvent d'être un cas à part, et davantage à l'abri du besoin que ses voisins, ces pourcentages laissent tout de même entrevoir une forme d'inquiétude parmi les ménages. Et ce, d'autant plus si l'on met ces chiffres en regard de ceux qui concernant les perspectives: la majorité des sondés se montrent pessimistes pour l'avenir. Interrogés sur la situation économique de la classe moyenne en Suisse ces cinq prochaines années, 72% imaginent qu'elle va se détériorer, 21% ni l'un ni l'autre et 3% seulement qu'elle va s'améliorer. Les répondants de la classe moyenne ont fourni des réponses dans des proportions identiques.

Quant aux sources de ces préoccupations, parmi les charges dont l'évolution inquiète le plus, 59% citent en premier les primes d'assurance maladie et coûts de la santé, 17% d'abord le logement et 11% les impôts en premier lieu. Une preuve supplémentaire que l'augmentation annuelle des primes, sujet toujours brûlant, marque visiblement particulièrement les esprits. ■ J. E.